



Conditions cruelles en Grèce :

les droits de l'homme et la liberté de mouvement au lieu des camps et de l'isolement !

C'est absurde que nous manifestations ici aujourd'hui, et que nous devions descendre dans la rue, pour exiger l'accueil des populations vivant dans l'horreur des îles de la mer Égée. L'accueil dans les municipalités qui, il y a plus d'un an, ont déclaré qu'elles avaient de la place et qu'elles voulaient accueillir davantage de réfugiés. C'est absurde que nous manifestations contre la lutte quotidienne pour la survie des enfants et des jeunes dans les îles de la mer Égée, en Grèce continentale, et dans d'autres points difficiles d'Europe et des alentours. C'est absurde que nous manifestations pour qu'ils n'aient plus à vivre dans la douleur qu'un être humain, et en particulier un enfant, ne devrait jamais avoir à vivre. Par exemple, l'inquiétude de ne savoir s'ils vont survivre à la nuit suivante, sous une tente, avec des températures parfois extrêmement faibles.

Chaque jour, ils sont victimes de violence alors qu'ils étaient à la recherche d'une vie sans danger. Les équipes de Médecins sans frontières (MSF) sont alarmées par le nombre élevé de tentatives de suicide et de blessures auto-infligées de ces migrants, même chez des enfants de deux ans. Nous sommes en colère de devoir être ici aujourd'hui, de manifester pour quelque chose qui devrait être considéré comme évident. La volonté est là, les municipalités veulent faire preuve de solidarité, et pourtant les décisionnaires bloquent toute initiative. Les personnes qui sont détenues aux frontières de l'Europe et dans les pays voisins, qui ne peuvent avancer et dont les droits sont bafoués, deviennent ainsi les jouets des pouvoirs politiques.

Les conditions de vie en Grèce font des victimes depuis des années, mais ces dernières semaines, la situation s'est encore aggravée, non seulement dans les îles mais aussi à travers tout le pays.

Nous aimerions maintenant vous lire un extrait d'un mail dans lequel les conditions en Grèce sont décrites, en mettant l'accent sur Thessalonique :

“[Les refoulements](#), juste aux portes de Thessalonique, sont exécutés de la manière la plus brutale et la plus dégradante qui soit. En désespoir de cause, dans le [camp “Diavata”](#) géré par la Fédération des samaritains ouvriers allemands (ASB), les gens creusent des trous sous les conteneurs afin d'avoir un peu de chaleur. Le [camp “Fylakio”](#) à l'est est appelé “camp de l'enfer” par tout le monde. Là-bas, les gens reçoivent juste assez de nourriture pour survivre. Il n'y a pas de soins médicaux, les gens doivent vivre entassés dans



des tout petits espaces, on signale des viols, et les habitants perdent la raison. Sur la route qui va de la frontière orientale à Thessalonique, en passant par Kavala, il y a au moins un [accident par semaine, avec des décès réguliers](#), étant donné que la police poursuit les voitures contenant des réfugiés le long d'une étroite route. Dans le nord-est, les groupes de surveillance armés vont être réintroduits dans la tradition des anciens groupes anticomunistes radicaux de droite. Sans parler, bien sûr, de la criminalisation et des arrestations massives. Ou encore des nouveaux plans dégoûtants pour les ["barrières dans l'eau"](#).

**Ces conditions sont voulues par l'Union européenne
et ne sont pas des cas isolés.**

Par les clôtures de fil barbelé de plusieurs mètres de haut, par l'expansion et la militarisation de la surveillance et des contrôles, et par l'illégitimité et l'emprisonnement des personnes en chemin, la forteresse européenne se voit être de plus en plus renforcée. La maxime honteuse est la suivante : laissez-les mourir au lieu de les accueillir, l'isolement au lieu de la protection. L'UE a depuis longtemps déplacé ses frontières meurtrières vers des pays tiers. Elle y soutient les régimes autoritaires et investie des sommes considérables pour la militarisation, afin de ne pas laisser les personnes sur la route entrer dans le champ de vision des Européens.

L'UE a déclaré la guerre au trafic d'êtres humains afin de réduire le nombre d'arrivées. Les victimes de cette politique sont à la fois les personnes qui agissent en solidarité avec les réfugiés, et celles qui cherchent elles-mêmes une protection - les réseaux criminels qui cherchent à faire des profits restent indemnes. En même temps, l'UE n'a pas peur de financer les soi-disant "garde-côtes libyens", qui ramènent les gens dans les camps de torture d'un pays en guerre civile.

**Même sur le sol européen, la "lutte contre le trafic d'êtres humains"
justifie les arrestations arbitraires, les inculpations et les années
d'emprisonnement des personnes en quête de protection,
ou bien des personnes solidaires.**

Lorsque, par exemple, un bateau accoste en Grèce, la police grecque arrête les personnes si elle les soupçonne d'avoir dirigé le bateau, d'avoir appelé à l'aide en cas de détresse, ou simplement parce qu'elles sont les seules à parler anglais. La base en est la législation grecque, qui qualifie de « passeur » toute personne qui conduit un véhicule à l'aide duquel des personnes sans permis de séjour valable entrent en Grèce. Ces personnes sont accusées et condamnées pour trafic d'êtres humains, souvent avec des peines de prison absurdement élevées.



Il ne s'agit pas de cas individuels tragiques ou d'erreurs judiciaires : entre 2016 et 2017, une ONG de Lesbos a observé 41 cas de ce type. En moyenne, les accusés ont été condamnés à 44 ans, dont 19 de prison en moyenne. En outre, ils ont été condamnés à des amendes d'un montant moyen de 370 000 euros. Les audiences du tribunal, qui ont conduit à ces aberrations, n'ont cependant duré en moyenne que trente minutes. Loin des caméras et de l'attention des médias, ces personnes sont privées du droit fondamental à un procès équitable, en plus d'avoir un manque de traductions et d'assistance juridique adéquate ! Les accusations s'appuient souvent uniquement sur des témoignages de la police des frontières, sur des déclarations tordues, ou sur des preuves peu convaincantes.

**La liberté pour Hamza Haddi et Mohamed Haddar !
L'emprisonnement arbitraire des réfugiés et des migrants
dans l'Union européenne doit cesser !**

Nous aimerions à présent vous parler brièvement d'une affaire négociée à Komotini, en Grèce, le mardi 4 février 2020. Vous avez peut-être entendu parler de Hamza et Mohamed grâce à notre campagne de solidarité : durant l'été 2019, avec deux autres personnes, ils ont navigué sur un petit bateau pour traverser l'Évros, le fleuve frontalier entre la Turquie et la Grèce. L'un d'eux était le frère de Hamza, Yassine, l'autre un ami de Mohamed. Hamza et son frère avaient rencontré les deux autres peu de temps avant en Turquie, après avoir quitté le Maroc, où Hamza avait été exposé à la répression étant un militant politique.

Immédiatement après leur arrivée sur la côte grecque, les quatre hommes ont été arrêtés, battus et humiliés par des fonctionnaires grecs. La seule personne du groupe qui parlait anglais a été interrogée et finalement forcée de signer une déclaration en grec. Il ne pouvait ni la lire ni la comprendre. Il s'est par la suite rétracté et a expliqué que ses déclarations avaient été déformées. Sur cette base douteuse, Hamza et Mohamed ont été accusés de "facilitation d'entrée et de séjour irrégulier", ainsi que de "crime organisé et gain financier". Ces accusations sont tout simplement absurdes.

**Les accusations portées contre Hamza et Mohamed sont
manifestement infondées. Ils sont réfugiés, pas trafiquants.**

De nombreux procès de soi-disant « passeurs » sont conduits de la même façon. Cela arrive parfois à des personnes qui se sont trouvées au mauvais endroit au mauvais moment, qui ont parlé la mauvaise langue ou qui ont envoyé un appel à l'aide lorsqu'elles étaient en mer. Et parfois, cela touche des personnes qui,



pour payer leur propre traversée ou celle de leur famille, acceptent de piloter le bateau. Ils sont tous confrontés à la menace de mort derrière les barreaux.

Le 4 février 2020, Hamza et Mohamed ont été condamnés à quatre ans de prison à Komotini pour “facilitation d’entrée et de séjour irrégulier”. Ils avaient alors déjà passé 7 mois en détention préventive. L’avocat a estimé que la peine était extrêmement légère par le fait qu’une grande attention sociale est été organisée avant le procès et que de nombreuses personnes soient venues y assister en toute solidarité. Ce n’est pas le cas pour la majorité des procès ; nous n’entendrons probablement même pas parler de la plupart des affaires.

Nous sommes ici aujourd’hui pour nous exprimer et nous opposer à cette politique de criminalisation illégale !

Nous demandons la liberté de circulation pour tous et la fin de la forteresse européenne. L’isolement, la mort et la peur ne doivent pas être une “solution européenne” !

Nous appelons les responsables politiques à faire de la solidarité et de l’humanité les lignes directrices de leurs actions.

Nous appelons à des discussions dans lesquelles la migration et la fuite ne sont pas problématisées mais reconnues comme une réalité.

Nous appelons à des solutions humaines pour contrer le tracé des frontières visibles et invisibles avec des alternatives et mettre fin à la mort des personnes sur la route.

Les bateaux au lieu de Frontex et la solidarité au lieu de l’exclusion !

contact

borderline-europe

Droits de l’homme sans frontières e.V.

<https://www.borderline-europe.de>
mail@borderline-europe.de